

#16 VISION SYNDICALE

CSI Confédération syndicale internationale
Décembre 2009



→ Reuters



Mauritanie-Sénégal: Défendre les droits des migrants

Pays de transit vers l'Europe mais aussi d'accueil de migrant(e)s de toute la région ouest-africaine, la Mauritanie comme le Sénégal sont très exposés aux flux migratoires.

Comment informer, aider concrètement, et organiser ces migrant(e)s? Dans le cadre d'un partenariat bilatéral soutenu par la CSI, les syndicats se sont imposés comme des acteurs clé dans la gestion des migrations. Reportage et témoignages.

La Mauritanie, pôle d'attraction pour les migrants

Très exposée au phénomène migratoire, la Mauritanie est un pays de transit vers l'Union européenne. C'est aussi un pays d'accueil de migrants de la région ouest-africaine, attirés par l'agriculture, la pêche, les mines et le secteur émergent du pétrole.



Le renforcement des contrôles aux frontières de l'Afrique du Nord a déplacé vers les régions sahariennes et subsahariennes les routes de l'émigration vers l'Europe. → Reuters

60% de femmes migrantes

"La migration en Mauritanie a un visage majoritairement féminin, puisque la proportion de femmes travailleuses migrantes est estimée à environ 60%. Ces femmes ont de longues journées de travail, elles doivent abandonner leurs enfants qui sont victimes de beaucoup d'abus. Elles n'ont aucune protection en cas de grossesse. Elles sont la cible de tracasseries administratives et policières incessantes". Mamadou Niang, CGTM.

Nouakchott a des allures de grand chantier où les travailleurs et travailleuses immigrés sont partout. Dans le bâtiment, les garages, les ateliers de tôlerie ou de menuiserie, les petits commerces, les restaurants, ou encore le transport routier et les services domestiques. En semaine, le long du boulevard de l'Ambassade de France du centre ville, c'est un va et vient permanent de camions qui viennent chercher les clandestins pour des chantiers, et de particuliers à la recherche d'un "boy" ou d'un chauffeur. Le dimanche, l'église toute proche et ses abords sont pleins à craquer de tous ces ressortissants ouest-africains partis à la recherche d'une vie meilleure.

Au nord du pays, Nouadhibou, capitale économique, abrite aussi des communautés étrangères importantes, dont une majorité de Sénégalais. Sur les quais du port, des centaines de travailleurs errent dans tous les sens à la recherche d'un travail journalier. Certains ont déjà tenté la traversée clandestine vers l'Espagne mais ont été refoulés par les marines espagnoles ou marocaines. D'autres se sont fait avoir par des soi-disant "passeurs" qui leur ont pris leur argent.

Détournement des routes de l'émigration

La Mauritanie a pourtant longtemps ignoré la problématique de l'immigration dont les effets ont longtemps été très peu perceptibles dans ce pays constitué d'une grande zone

désertique, avec des frontières très perméables et une côte atlantique de 700km. Les rares flux migratoires visibles étaient constitués par les entrées et sorties de ressortissants maliens et sénégalais venus, à partir de ces deux pays frontaliers, travailler en Mauritanie.

"Durant les quatre décennies qui ont suivi l'indépendance, ce n'était pas un sujet de préoccupation. La législation n'a d'ailleurs pas bougé, si ce ne sont les conventions bilatérales conclues avec les pays voisins concernés. Mais ces dernières années, le renforcement des contrôles aux frontières de l'Afrique du Nord a détourné toutes les routes de l'immigration qui partaient au préalable directement du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et de la Lybie pour rejoindre l'Europe par l'Espagne et l'Italie", explique Mamadou Niang.

Cette nouvelle donne s'est traduite par un déplacement des migrations vers les régions sahariennes et subsahariennes. Les interpellations de ressortissants indiens, pakistanais et bangladais dans le nord de la Mauritanie à la frontière du Sahara occidental ont révélé l'existence d'un flux migratoire important et insoupçonné jusque là. Cette nouvelle réalité de zone de transit de la Mauritanie vers l'Europe méridionale a été accentuée par la nouvelle route Nouakchott-Nouadhibou qui relie l'Afrique du Nord à l'Afrique de l'Ouest et par l'existence de la "route de l'espoir" entre Néma (frontière avec le Mali) et Nouakchott qui traverse le pays d'Est en Ouest.

Diaspora mauritanienne

La diaspora mauritanienne à l'étranger représente 10% de la population totale, soit une estimation de 250.000 personnes. Les principales destinations sont la Côte d'Ivoire (50.000), les pays du Golfe (24.000), le Mali (20.000), la Gambie (20.000), la France (20.000) et le Sénégal (10.000).

Circulation naturelle avec le Sénégal

Outre cet essor du transit migratoire vers l'Europe, la Mauritanie est aussi une zone où de plus en plus de migrants viennent s'établir. "Il y a un mouvement de circulation de personnes naturelle entre nos deux pays, qui sont aussi des pays d'accueil de nombreux autres pays pour des migrants occupés pour la plupart dans l'économie informelle. Une importante frange d'immigrés traverse la frontière sénégal-mauritanienne à pied. Il s'agit généralement d'ouvriers agricoles, de domestiques placés par des intermédiaires, d'aventuriers en quête d'emploi qui longent le fleuve à la nage ou dans des pirogues. Les confréries maraboutiques contribuent également au mouvement de travailleurs en favorisant le passage clandestin de la frontière lors de pèlerinages ou défilés religieux. Dans le secteur de la pêche, les pêcheurs originaires de Saint Louis du Sénégal sont très largement majoritaires en Mauritanie", explique Mamadou Niang.

En raison de son développement économique fondé notamment sur l'exploitation de ressources minières, halieutiques et plus récemment pétrolières, la Mauritanie attire en effet davantage de travailleurs migrants. Les 300.000 travailleurs, chiffre estimé, qui y résident proviennent d'autres pays africains, mais aussi d'Asie, notamment en raison de l'essor des investissements chinois.

Violences et guerres, aléas climatiques, attrait aveugle d'une image mirobolante de l'économie mauritanienne, mais plus que tout pauvreté systémique, sont les causes de ces migrations. La prolifération d'intermédiaires pour le recrutement est un autre paramètre qui facilite l'afflux de travailleurs et travailleuses migrants. Par ailleurs, l'accès à l'emploi en Mauritanie est relativement facile pour les migrants car les structures de contrôle (bureaux d'emploi et inspection du travail) n'ont pas les moyens d'assurer un contrôle réel.

Législation dépassée

"D'une conception aujourd'hui dépassée, Le décret de 1964-65 est fondé sur le souci des pouvoirs publics nouvellement indépendants d'affirmer leur souveraineté interne, aujourd'hui en déphasage avec les engagements internationaux de la Mauritanie qui a ratifié la convention internationale de l'ONU (1990) sur les droits des travailleurs migrants et de leurs familles", regrette Mamadou Niang. Son aspect répressif à l'égard des migrants clandestins et son silence sur le droit protecteur des migrants contrastent avec la pratique des pouvoirs publics qui reconnaissent aux migrants, conformément à la Constitution, plusieurs garanties fondamentales. Via le code du travail (2004), les travailleurs immigrés en ordre de permis de travail sont protégés par le principe de non discrimination qui leur confère les mêmes droits que ceux des travailleurs mauritaniens, notamment en matière de sécurité sociale. L'emploi illégal de travailleurs migrants tombe sous le coup de la loi de 2003 portant sur la répression de la traite des personnes.

"Nous sensibilisons les autorités pour qu'elles ne privilégient pas les mesures sécuritaires mais prennent également en compte les droits des migrants en ratifiant les Conventions 97 et 143 de l'OIT et en procédant à une adaptation des lois nationales. Vu l'absence actuelle de synergie entre les différentes instances concernées (notamment les trois ministères concernés), nous demandons la mise en place d'un organe tripartite pour la gestion de la migration sous forme d'un observatoire national", ajoute Mamadou Niang.

En matière de liberté syndicale, tout travailleur étranger peut librement adhérer et constituer un syndicat professionnel. Mais pour accéder aux fonctions de direction d'un syndicat, il doit justifier au moins cinq années consécutives d'exercice sur le sol mauritanien de la profession défendue par le syndicat.

Beaucoup de Sénégalais travaillent en Mauritanie dans le secteur de la pêche. Par leur expérience professionnelle de la mer, ce sont eux aussi qui contrôlent les filières d'immigration clandestine vers les Canaries espagnoles. → D.D.

Services domestiques? Un appel pour les migrantes.. et les trafiquants

"Le besoin de main-d'œuvre pour le travail domestique des classes supérieures et moyennes mauritaniennes suscite un appel pour les migrantes et les trafiquants qui en tirent profit. Par nature, le travail domestique en général conduit facilement à l'exploitation car les travailleuses sont isolées, mal payées, à la merci de leurs employeurs". Mamadou Niang, CGTM. (voir article p. 16)



"Ici, la majorité des femmes ont un mari ou un fils en Espagne"

Hémorragie de départs parmi les pêcheurs de Saint Louis du Sénégal. Les femmes se débrouillent pour survivre.



Aissatou (à droite), transformatrice de poissons, avec Yéné Diop (à gauche) et Fatimata Sow (au centre) de la CNTS. → N.D.

Envoyer les filles à l'école

"Elles envoient plutôt les garçons à l'école car les filles aident mieux leurs mères au travail. Les garçons sont plus paresseux, ils préfèrent se baigner. Il y a aussi la mentalité selon laquelle ces garçons deviendront chefs de famille, alors on les envoie à l'école plus facilement... On voudrait ouvrir une classe pour les jeunes filles dans ce local à côté du lieu de travail, mais il manque d'enseignants disponibles. On voudrait en discuter avec les autorités de la ville pour trouver une solution".

Yéné Diop, secrétaire chargée du genre à l'union régionale de St Louis (CNTS).

Sur la langue de Barbarie, la pêche est la première activité... et l'émigration touche toutes les familles. "Il y a ici 3.000 femmes et quelques 200 jeunes femmes de moins de 18 ans. La majorité de ces femmes ont un mari ou un fils en Espagne, toutes les familles sont concernées par l'immigration", explique Fatimata Sow, technicienne en migration du bureau de Saint Louis (CNTS).

Entre les bassins des eaux saumâtres de fermentation, la puanteur des poissons séchés étalés, les tas d'écaillés en décomposition et le harcèlement des mouches, les conditions de travail des transformatrices de poisson de la plage de Sinn sont très difficiles. Pas de point d'eau potable, pas d'égouts, pas de toit quand il pleut. La majorité sont chefs de familles. "Beaucoup sont veuves. Elles travaillent 7 jours sur 7, de 7 h du matin à 8 h du soir, sans répit, pour un gain journalier moyen de seulement 2500 CFA (moins de 5 euros)", dénonce Yéné Diop, secrétaire chargée du genre à l'union régionale de St Louis (CNTS).

"J'ai commencé à travailler ici à Sinn avec ma mère, j'ai repris sa place quand elle est décédée", raconte Aissatou, 8 enfants et plus de 40 années de travail. La quasi-totalité de sa famille a émigré en Espagne. "Tous les garçons sont partis. Mes fils, mes neveux, mais aussi mes nièces. Ils sont partis en pirogue, la plupart de Mauritanie, surtout de

Nouadhibou. C'est facile pour les pêcheurs sénégalais de remonter avec leurs pirogues le long de la côte mauritanienne". Les pêcheurs propriétaires de pirogues ne paient rien. Pour les autres, la fourchette varie entre 200.000 et 500.000 CFA.

Les premiers partis en Espagne sont revenus avec de l'argent qui n'est pas passé inaperçu. Ils ont acheté des belles voitures, construit des maisons... alors les autres ont suivi. "Beaucoup travaillent en Espagne comme marchands ambulants sur les plages en saison touristique, dans les champs pour la cueillette, et plein d'autres petits boulots. Mais le gros problème, c'est de ne pas avoir de papiers en Espagne. Un gars de ma famille s'est retrouvé bloqué au Maroc, il a été refoulé dans le désert, seule l'aide d'un compatriote à Nouadhibou lui a permis de rentrer ici", poursuit Aissatou, vice-présidente du groupement d'intérêt économique (GIE) des femmes transformatrices de poisson de Sinn.

Avec la crise en Espagne, certains sont rentrés faute d'avoir trouvé un travail. "J'en connais un qui est de retour ici depuis un mois, il est en pleine dépression, il n'a pas supporté les conditions très difficiles en Espagne. Un fils de mon mari dont la mère est décédée est parti à Nouadhibou pour passer en Espagne. Sans papiers, il est dans de

grandes difficultés. Sa fiancée n'en peut plus d'attendre, elle a décidé de rompre".

Les premiers partis n'étaient pas conscients des risques pour leur vie. "La majorité des femmes qui sont parties sont mortes durant la traversée. Les pêcheurs connaissent la mer, mais les femmes n'en ont aucune idée avant de partir. C'est beaucoup de vies perdues!", regrette Aissatou.

Aujourd'hui, les candidats à l'émigration clandestine connaissent mieux les risques de la traversée en mer, de même que les difficultés qui les attendent en Espagne. Les départs ont diminué, mais certains tentent encore leur chance... "S'ils réussissent, ils peuvent gagner en trois ans ce qu'un petit salarié sénégalais n'arrivera pas à gagner en 20 ans. Souvent ils partent sans l'accord de leur mère. Ils montent en Mauritanie, ne donnent pas de nouvelles pendant un ou deux mois, puis ils appellent quand ils sont arrivés en Espagne".

Formation et mutuelle de santé

Pour les femmes de Sinn qui restent seules, les revendications portant sur des besoins essentiels sont nombreuses. "Les femmes ont organisé une tontine (cotisation mensuelle), pour faciliter les petits investissements et les dépenses parfois énormes des mariages et des baptêmes", explique Binta, présidente du groupement d'intérêt économique des femmes transformatrices de poissons de Sinn. "Le poisson se fait plus rare, nous avons besoin de formation professionnelle pour les jeunes, en coiffure, couture, informatique, pour trouver à St Louis du boulot dans ces secteurs d'activité qui ne sont pas encore saturés. On voudrait aussi

un toit (hangar ouvert) pour travailler avec un sol en dur et des canaux d'évacuation des eaux sales car, à la saison des pluies, on est forcées de suspendre le travail". Pour Yéné Diop (CNTS) qui a construit des relations suivies avec ces femmes qui n'ont aucune couverture de santé, elles ont grand besoin d'une mutuelle.



Attasarr, 14 ans, nettoie à mains nues des poissons toute la journée, sur la plage de Sinn (Saint Louis du Sénégal). Dès 4 ans, elle a commencé à accompagner au travail sur la plage sa mère qui n'avait pas les moyens de l'envoyer à l'école, à part quelques brefs passages à l'école coranique. Le rêve d'Attasarr? Partir en Espagne... avec des papiers et avec une femme de confiance que connaîtrait sa mère pour veiller sur elle. → N.D.

Blaise Dieng, pêcheur retraité, compte sur son fils immigré à Barcelone pour soutenir la famille de 8 personnes

"Papebrahim, mon fils de 25 ans, est à Barcelone depuis 3 ans. En tant que pêcheur, on mangeait à notre faim, mais la vie était difficile et le départ de notre fils, c'est l'espoir d'une amélioration. Il est monté à Nouadhibou en campagne de pêche avec moi. Après sept mois sur place, il a pris la mer pour l'Espagne. En tant que pêcheur et fils de pêcheur, il n'a pas payé. Il était capitaine, mais ce n'était pas sa pirogue. La traversée s'est effectuée sans problème. Au Canaries, il est resté 45 jours dans un centre de la Croix Rouge, puis il est monté sur Barcelone. Il y vit avec d'autres Sénégalais. Il faut toutes sortes de boulots, dans la construction, dans les champs aussi. Il se débrouille pour qu'on puisse manger, pour payer l'eau et toutes les autres dépenses, notamment les médicaments de sa grand-mère qui est malade... c'est lui qui règle tous nos problèmes car moi je suis à la retraite. Son gros souci, c'est de ne pas avoir de papiers. Nous sommes une famille de 8 personnes et tout le monde dépend de mon fils qui est en Espagne. Dans tout le quartier, le travail que font nos fils en Espagne est très important. Les accidents en mer? Je ne crois pas que ça décourage les jeunes de partir. Mais les départs ont diminué car il y a beaucoup d'indicateurs et les autorités répriment et mettent les organisateurs en prison".



Partenariat syndical pour défendre les droits des migrants: premiers résultats encourageants

Information, sensibilisation, collecte statistique, services... Le travail de terrain des syndicats donne du crédit à leurs revendications.

Les images et récits terribles de jeunes hommes et femmes périés en mer ont fait prendre conscience du phénomène et de la nécessité de s'impliquer pour informer sur les dangers de l'émigration clandestine de ces jeunes souvent aveuglés par un soi-disant eldorado européen. Mamadou Niang (CGTM-Mauritanie), coordinateur du projet sénégal-mauritanien de renforcement des capacités des centrales syndicales dans la défense des droits de la main-d'œuvre migrante, revient sur la philosophie de ce projet. "Les nombreuses tentatives de gestion des migrations se basent essentiellement sur une approche sécuritaire et administrative. En tant que syndicalistes, nous voulons une approche basée sur les droits des migrant(e)s, articulée autour du droit fondamental de choisir librement là où l'on veut travailler et autour de la lutte pour un travail décent".

Dans le cadre du programme d'Action spéciale sur la défense des droits de la main-d'œuvre migrante ainsi que du renforcement de la solidarité syndicale Sud/sud, la CSI a lancé trois accords de partenariat entre des organisations affiliées de différentes régions. Avec le soutien de LO/TCO- Suède, ces trois projets pilotes concernent l'Indonésie (SPSI) et la Malaisie(MTUC), le Nicaragua (CST,CUS,CUSa) et le Costa Rica (CTNR), ainsi que la Mauritanie (CGTM) et le Sénégal(CNTS). Des centres d'information et d'appui aux migrant(e)s ont été mis en place en Malaisie par le TUC, au Costa Rica par la CTRN, et en Mauritanie par la CGTM.

"Vu les liens séculaires qui unissent nos deux peuples et le déplacement permanent des populations dans nos Etats qui sont des pays de départ, d'accueil et de transit, la mise en place d'une politique syndicale commune s'est avérée nécessaire pour favoriser la prise en charge correcte des préoccupations des travailleurs et travailleuses migrants", ajoute N'Diougua Wade, président du comité de liaison sénégalais de ce projet bilatéral.

Depuis janvier 2007, date de démarrage du projet, diverses actions concrètes ont été menées. Des sessions d'information et de sensibilisation ont été organisées tant en Mauritanie qu'au Sénégal, avec diffusion d'une brochure sur les droits des migrants. Un centre d'accueil, d'information et de guidance pour les migrant(e)s a été mis en place à Nouak-



Dans le cadre du partenariat syndical bilatéral mauritano-sénégalais, un atelier sur la défense des droits de la main-d'œuvre migrante s'est tenu en septembre dernier à St Louis, capitale de la région nord du Sénégal. Face à la presse, Mamadou Niang (à gauche), coordinateur du projet, et Mody Guiro (à droite), secrétaire général de la CNTS, ont souligné l'urgence de "dépasser l'approche sécuritaire et administrative des migrations pour développer une approche basée sur les droits des migrant(e)s". → N.D.

chott (voir article p. 8). Deux points focaux ont été implantés, l'un à Nouadhibou, ville portuaire au Nord de la Mauritanie, point de départ de nombreux migrants clandestins, l'autre à Dakar, capitale du Sénégal et plaque-tournante pour la sous-région. Ce travail de sensibilisation de proximité a ciblé les zones qui sont des lieux de transit et de départ pour les migrants. Côté sénégalais, des bureaux de liaison ont été établis dans les régions, à Kaolack, M'Bour et Saint Louis. C'est d'ailleurs à Saint Louis, capitale de la région nord du Sénégal, particulièrement marquée par l'émigration tant vers la Mauritanie que vers l'Europe que s'est tenu en septembre dernier un atelier conjoint sur la défense des droits de la main-d'œuvre migrante.

Les données fiables faisant cruellement défaut, un travail de collecte de données statistiques sur les migrations a été entrepris. "Beaucoup de migrants n'ont pas envie d'être "fichés", c'est un travail de confiance à établir. Les travailleurs migrants sont essentiellement occupés dans l'économie informelle, ils ne viennent pas facilement vers les syndicats, surtout ceux en situation irrégulière et qui vivent dans la peur. Les contacts directs établis via le centre d'accueil de Nouakchott sont précieux pour ce travail de collecte statistique", raconte Mamadou Niang.

Pour Mamadou Niang, "il est important de signaler que les ambassades et les consulats des pays concernés sont venus à l'ouverture du centre des migrants et ont compris notre objectif. Par exemple, on a eu le cas malheureux d'un

Pour la ratification des Conventions 97 et 143 du BIT

Les syndicats mauritaniens et sénégalais sont engagés dans une campagne de plaidoyer en faveur de la ratification des Conventions 97 et 143 du BIT qui portent sur la défense des droits des travailleurs migrants.



Les syndicats ont un rôle de veille capital à jouer pour dénoncer les lacunes dans la protection des migrants, Geertrui Lanneau (OIM- Dakar)



Transferts de fonds et développement

Alors qu'un migrant envoie en moyenne 13% de ses revenus au pays, la question des transferts de fonds des migrants pèse économiquement lourd sur les questions de développement des pays d'origine. En août dernier, à Lomé, la CSI-Afrique, en collaboration avec le BIT/ACTRAV, a réuni des syndicats d'une dizaine de pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, pour discuter des outils pour défendre les droits des travailleurs migrants et analyser l'impact économique de leurs transferts d'argent. Pour Insa Ben Saïd Dia, en charge de la formation syndicale pour la région Afrique (BIT-ACTRAV), "les organisations syndicales ont un rôle importante à jouer avant le départ et après le retour des migrants dans leur pays d'origine et dans l'amélioration de leur situation dans les pays de destination".

migrant décédé dans une mine d'Akjouj. C'est la CGTM qui a averti le consulat sénégalais qui ne connaissait même pas son identité. Grâce au réseau syndical, on a pu fournir au consulat les informations pertinentes sur cette personne afin que le consulat se charge du rapatriement du corps. Maintenant, les consulats eux-mêmes nous envoient des travailleurs qui ont des problèmes, on s'est imposé comme acteur en tant que syndicat", poursuit-il.

Grâce au travail sur le terrain et aux contacts fructueux avec des acteurs institutionnels comme le BIT et l'OIM, les syndicats sont désormais reconnus dans les deux pays concernés comme acteurs incontournables dans la gestion des migrations de travail.

"C'est notre travail de proximité avec les travailleurs sur le terrain, les premiers concernés, qui nous donne notre légitimité. En 2008, nous avons organisé à Dakar un grand séminaire avec une représentation de la CGTM-Mauritanie, des cinq ministères sénégalais en charge des questions de migration, des autres centrales syndicales sénégalaises membres de la CSI (CSA, CNTS/FC, UNSAS, UDTS), du BIT, de l'OIM et des associations de migrants", explique N'Diougua Wade. "En 2008, le BIT a confié officiellement à la

CNTS la responsabilité de formation des migrants qui partent pour l'Espagne, notamment en matière de prévention des risques en milieu professionnel. Nous avons notamment assuré la formation de groupe de jeunes en partance pour les secteurs espagnols de l'hôtellerie et de la gérontologie. L'OIM nous a pour sa part associés activement à plusieurs ateliers de formation", poursuit N'Diougua Wade.

Sur base des premiers succès encourageants de ce projet, la CSI prolonge son soutien au projet pour les deux années à venir. Nous voulons poursuivre et renforcer les premiers résultats obtenus, continuer notre travail de collecte de données et donner plus de visibilité à nos actions au niveau des frontières car c'est là que trop de migrants sont abandonnés à leur sort, à la merci des réseaux qui profitent de leur vulnérabilité. Sur le plan stratégique, nous voulons renforcer les mécanismes d'articulation déjà mis en place entre les activités couvrant la sensibilisation et la défense des migrants dans leur ensemble, la protection et l'organisation de l'informel qui couvre les migrants établis, et, enfin, la défense des domestiques, en tant que secteur particulier en lien avec les problématiques de trafic et de travail forcé", conclut Mamadou Niang.

Le travail syndical encouragé par le BIT et l'OIM

En juin 2009, le BIT et l'OIM ont organisé à Dakar un atelier de formation sur les politiques et la gestion de la migration de main-d'œuvre, auquel les syndicats ont participé activement. "Les organisations syndicales ont un rôle très important à jouer dans la gestion des migrations de travail. Elles ont un contact de proximité essentiel avec les travailleurs eux-mêmes qui sont les premiers candidats à l'émigration. Ce sont des vecteurs très importants pour l'information et la sensibilisation de base, également pour la formation", estime Geertrui Lanneau, experte régionale en migration et emploi au bureau régional de l'OIM à Dakar, qui couvre une dizaine de pays de la région.

Donner des alternatives

BIT et OIM ont publié des brochures d'information communes. "Les campagnes d'information sur les risques de l'immigration clandestine, c'est bien mais pas suffisant. Il faut donner une alternative aux jeunes", ajoute Geertrui Lanneau, qui cite un programme de promotion de l'emploi dans le secteur de l'environnement (recyclage et valorisation des déchets, agriculture bio) qui concerne 80 jeunes. Dans le cadre de sa politique d'articulation entre migrations et développement, le bureau sous-régional du BIT pour le Sahel a pour sa part organisé en octobre 2009 à Dakar une formation pour soutenir la réinsertion socioprofessionnelle des migrants de retour dans leurs pays (Mali, Mauritanie et Sénégal).

Dans le cadre d'un projet régional financé par l'UE sur la promotion de la migration légale, l'OIM gère un programme de recherche et de renforcement des capacités. "Pour ce qui est du renforcement des capacités des acteurs de la société civile, les syndicats sont invités à toutes nos formations", précise Geertrui Lanneau, qui considère "très pertinent pour le mouvement syndical de travailler davan-



"Il y a un autre choix... les migrations clandestines font des milliers de morts. Réussir au Sénégal c'est possible". Slogan de la mobilisation contre la migration irrégulière, avec concerts de hip-hop gratuits, Dakar, en août 2008.

tage sur les flux sud-sud qui représentent la majorité des mouvements migratoires".

Le BIT (programme IPEC) lutte contre le travail des enfants dans la région, notamment sous forme de travail domestique. Tandis que l'OIM mène un projet au Sénégal et dans d'autres pays de la région de lutte contre la traite d'être humains et d'aide directe aux victimes. "En ce qui concerne les domestiques, il y a de nombreuses victimes de différentes formes d'abus qui ne répondent pas directement à la définition étroite de la traite, d'où le besoin de développer une aide plus large", précise Geertrui Lanneau qui entend associer les syndicats de la région à ce travail de protection des migrant(e)s domestiques.

Le centre syndical pour les migrants de Nouakchott

Objectif: donner des outils aux migrants pour qu'ils défendent leurs droits.

Soutenu également par la centrale syndicale espagnole UGT (ISCOD) et la coopération internationale espagnole, le centre a pour objectif d'informer les migrants pour qu'ils puissent prendre les bonnes décisions et qu'ils connaissent les bonnes pratiques, comme c'est le cas aussi des centres similaires mis en place dans le même cadre au Maroc (avec la FDT) et au Sénégal (avec la CNTS)", explique Mamadou Niang.

La CGTM mène ce travail de sensibilisation en ciblant en particulier certains secteurs d'activités, comme le transport et le bâtiment qui emploient une importante main-d'œuvre immigrée. Le Centre a publié un dépliant d'information sur les droits et les conditions de recherche d'emploi des migrants.

Information sur les marchés de l'emploi

"Nous avons aussi fait de nombreuses activités d'information sur les marchés de l'emploi européen, pour leur expliquer qui est éligible à un emploi en Europe, et quels sont les formalités à accomplir, car souvent ils arrivent avec des fausses informations, des fausses promesses véhiculées par le trafic organisé". La CGTM a mené ce travail de sensibilisation de concert avec d'autres organisations de la société civile spécialisées sur les migrations, ce qui lui a valu une large attention des médias.

Pour pallier au manque de données statistiques fiables, le centre a établi une base de données sur les droits, les conditions de travail et d'emploi de la main-d'œuvre migrante. Cette base de données est utile au centre pour cerner au plus près les besoins des migrants et évidemment à ces derniers pour avoir plus d'information sur leurs droits. "Nous



Centre des migrants de Nouakchott. "C'est important de souligner l'implication importante des femmes et des jeunes de la CGTM dans cette campagne de sensibilisation sur les migrants", Mamadou Niang. → D.D.

les informons, à eux après de s'organiser et de se battre pour le respect de ces droits. Notre philosophie syndicale basée sur le renforcement des capacités, c'est donner des outils pour défendre soi-même ses droits. On ne peut pas se battre à leur place, ce sont eux les premiers acteurs".

Bureau des conflits

Le centre a ouvert un bureau des conflits pour les travailleurs migrants. "Tout migrant qui a un problème au travail, on porte son cas à l'inspection du travail et on va au tribunal du travail s'il le faut", expose Mamadou Niang. Les problèmes principaux sont relatifs à l'obtention des permis de travail, aux contrats de travail, aux licenciements abusifs. "On est par exemple intervenu dans des cas de domestiques non payées par leurs employeurs".

Travail avec les associations de migrants

La CGTM a établi des relations avec toutes les associations de migrants des différentes nationalités présentes en Mauritanie (Sénégalais, Maliens, Gambiens, Guinéens, Burkina-bés). Par exemple, en juin dernier, les 23 associations des Maliens en Mauritanie ont tenu leur assemblée générale dans le centre de la CGTM, en présence du consul du Mali. "C'est important pour nous que les migrants se sentent chez eux dans notre centre. On va aussi à leur rencontre avec des mini-meetings sur les lieux de vie où se rassemble l'une ou l'autre communauté. Renforcer notre présence auprès des associations de migrants, à Nouakchott comme à Nouadhibou via notre comité de liaison sur place, c'est une priorité. Nous travaillons aussi avec les églises qui jouent un rôle important d'assistance aux travailleurs migrants".

Contre le trafic d'êtres humains

"C'est important d'intégrer la dimension de trafic d'êtres

Accès au crédit logement

Beaucoup de migrants, pour la plupart originaires de Saint Louis du Sénégal, sont victimes de détournements des fonds qu'ils envoient à des proches pour réalisation de projets de construction. "Avec la CNTS, nous voudrions aider ces migrants à avoir accès à des comptes d'épargne logement que la Banque de l'Habitat du Sénégal (BHS) octroie aux ressortissants sénégalais à l'étranger", explique Mamadou Niang, (CGTM).

Lire l'interview intégrale de Mamadou Niang à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/gros-plan-sur-mamadou-niang-cgtm.html?lang=fr>



humains, de traite et de travail forcé dans notre travail sur les migrations, surtout en ce qui concerne les travailleuses domestiques. Beaucoup de femmes migrantes arrivent via des réseaux qui les prennent en charge dès leur arrivée et à qui elles doivent rembourser durant des mois de travail. L'influence des réseaux fait obstacle à la visibilité des migrants. Dans nos défilés, nous encourageons la participation des migrants, précisément pour leur donner plus de visibilité",

ajoute Mamadou Niang.

Dans la foulée, la CGTM envisage prochainement la mise sur pied d'un réseau mauritanien de gestion des droits de travailleurs migrants avec les associations des droits de l'Homme et autres ONG nationales. Le Centre a également élargi son intervention au niveau sous-régional en prenant part à la session du forum social maghrébin consacré à la migration.



La plupart des migrants établis en Mauritanie travaillent dans l'informel. « Notre campagne de syndicalisation de l'informel est également très importante pour aider ces migrants à défendre leurs droits ». Mamadou Niang. → D.D.

Sécurité sociale: obstacle au retour

Pour les syndicats, il est urgent d'assurer la portabilité des cotisations sociales.

Dans une optique de développement, le retour des migrants est un facteur essentiel. "Ceux qui reviennent investissent dans des activités économiques, souvent dans le commerce", confirme Mody Guiro, secrétaire général de la CNTS. "Mais Beaucoup de Sénégalais qui veulent revenir ne le peuvent pas à cause du problème de la récupération de leurs cotisations sociales", dénonce-t-il, notamment ceux qui sont trop âgés pour continuer à effectuer des travaux lourds surtout dans la construction, ils se retrouvent coincés".

Processus bloqué

"Avec la France, il y a un accord. Mais aux Pays-Bas, ceux qui rentrent perdent 50% de leur pension de retraite, faute d'accord bilatéral. Avec l'Italie, sur base de la coopération établie avec la centrale syndicale CISL, on a signé en 2008 une lettre d'intention avec la centrale syndicale italienne CISL et avec le ministère des Sénégalais de l'extérieur pour la signature d'une convention sur la sécurité sociale. Il s'agit notamment d'assurer aux Sénégalais en Italie de bénéficier des allocations familiales, d'accéder à la pension d'invalidité

aussi bien en Italie qu'au Sénégal, de pouvoir disposer de leurs allocations de retraite une fois de retour dans leur pays d'origine, et de faire bénéficier les familles des émigrés décédés de la réversion de pensions. Mais le processus est bloqué avec l'Italie, comme avec l'Espagne. Pas moins de cinq ministères sénégalais s'occupent des Sénégalais de l'extérieur, ce qui retarde le processus».

Lors de l'atelier de formation organisé par le BIT et l'OIM sur les politiques et la gestion de la migration de main-d'œuvre en juin 2009 à Dakar, les participants ont recommandé "d'inciter l'Espagne et l'Italie ainsi que d'autres pays de destination européens et africains à signer des conventions de sécurité sociale avec le Sénégal, notamment pour favoriser la possibilité pour les migrants à leur retour de racheter des périodes creuses d'assurance du fait de leur expatriation et de souscrire à l'assurance volontaire continuée". Une convention générale de sécurité sociale pour l'espace CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) serait également d'une grande aide pour la protection des migrant(e)s de la région.

"Les drames humains de l'émigration clandestine vers l'Europe sont terrifiants, tant de gens ont péri lors de leur tentative de traversée. Il faut faire comprendre aux jeunes que l'Europe n'est pas l'Eldorado qu'ils imaginent et que les passeurs sont des criminels".

N'Diougua Wade, (CNTS)

Lire l'interview intégrale de N'Diougua Wade à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/gros-plan-sur-n-diougua-wade-cnts.html?lang=fr>



Priorité au sécuritaire

De Nouadhibou à Thiaroye-sur-mer, la même colère contre les moyens attribués à la répression plutôt qu'au développement.

Vedettes rapides, avions de surveillance et hélicoptères, navires de gendarmerie écolés par les Espagnols... Frontex, l'agence européenne chargée du contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne, ne lésine pas sur les moyens pour lutter contre l'émigration clandestine.

Sur les plages autour de Nouadhibou, les pirogues bariolées prennent en effet moins souvent la mer. Mais dans la ville, ils sont toujours des milliers de migrants à s'entasser dans les quartiers pauvres, à survivre de petits boulots, à négocier avec les passeurs qui se sont fait beaucoup plus prudents... en attendant patiemment, obstinément, de monter à bord d'une pirogue pour rejoindre les rives espagnoles.

Plus au Sud, Thiaroye-sur-mer, une banlieue de Dakar de 50.000 habitants, a également été investi par les passeurs pour devenir un des principaux points de départ sénégalais pour toute l'Afrique de l'Ouest. Ici aussi, le souvenir est encore vif des dizaines de cadavres venus s'échouer sur les plages, les contrôles plus stricts, et les pirogues nocturnes dès lors moins nombreuses à tenter la traversée de 1.500 km pour rejoindre les Canaries. Mais les files au bureau de Western Union de toutes ces femmes qui viennent récupérer

l'argent envoyé par les fils ou les maris en disent long sur la poursuite malgré tout du "business" principal du lieu. Et l'amertume gronde à la vue des milliards investis par les autorités sénégalaises et européennes dans la sécurité. "Pourquoi tout cet argent n'est-il pas mis dans le développement qui nous aiderait à mieux vivre ici?", s'interroge avec colère Ousmane, revenu à son point de départ après s'être fait arraisonné en mer et refoulé à son point de départ.

"Guantanamo" mauritanien

En 2006, aux termes d'un accord de réadmission signé entre l'Espagne et la Mauritanie, toute personne soupçonnée d'être passée par le sol mauritanien pour atteindre les Canaries espagnoles est obligatoirement renvoyée sur le sol mauritanien. En accord avec le gouvernement mauritanien, les autorités espagnoles ont alors installé à Nouadhibou un centre de rétention pour immigrés clandestins, vite baptisé "Guantanamo".

Mais l'arbitraire des expulsions collectives et les conditions de détention à "Guantanamo" ont rapidement été dénoncés, notamment par Amnesty International.

"Si on permet aux jeunes pêcheurs de rester, il n'y aura plus de départ clandestin"

La CNTS travaille avec une coalition de plus de 25 organisations actives contre l'immigration clandestine des jeunes.

J'étais marin au port de Dakar avec cinq ans d'expérience. Mais, d'une part, toute la gestion du port a été chamboulée, et d'autre part, les ressources de pêche diminuaient. En travaillant un mois en mer, je gagnais 50 à 60.000 CFA, c'est trop peu. En 2006, je suis montée sur St Louis pour traverser l'océan. Un mois après mon arrivée aux Canaries, j'ai été expulsé et rapatrié par charter. C'était terrible car certains jeunes résistaient. On n'a pas reçu l'aide promise par les Espagnols, ni celle de notre gouvernement, c'était une belle arnaque", témoigne Papa Guéyé.

Suite au départ massif de pirogues en 2006, beaucoup de jeunes ont été comme lui rapatriés d'Espagne. Que font ces jeunes aujourd'hui? "Rien du tout, y'a pas de boulot du tout", dénonce Papa Guéyé, aujourd'hui président de l'Association nationale des rapatriés, rescapés et familles affectées (ANRAF) qui compte 5.887 membres (des jeunes, pêcheurs pour la plupart, mais aussi des femmes ou mères de victimes). "Notre objectif est d'aider à la réinsertion des jeunes et à la survie des familles qui ont perdu des maris, des fils, par exemple en essayant d'aider à la scolarité de leurs enfants. Nous organisons des manifestations, des courses de pirogues, des tournois de lutte, pour avoir un peu de fonds". Car sans aucun soutien de l'Etat, l'association survit difficilement. "On aimerait que l'Union européenne nous aide à acheter des pirogues pour pouvoir pêcher. On voudrait aussi un centre polyvalent de formation professionnelle pour avoir un métier utile ici et qui corresponde aussi aux besoins du marché européen s'il y avait à nouveau de la demande. Si on aide les jeunes pêcheurs à travailler dans leur pays d'origine, c'est évident qu'ils vont y rester. On sait



Malick Sy, formateur de la CNTS (à gauche), avec Cheik N'Diaye, Mamé Thierno N'Diaye et Papa Guéyé de l'association de rapatriés ANRAF. → N.D.

bien qu'en Espagne la vie est très difficile. Et si on permet aux jeunes pêcheurs de rester, il n'y aura plus de pirogues qui prendront la mer pour l'Espagne car ce sont les jeunes pêcheurs qui organisaient les départs, analyse Papa Guéyé.

Dans le cadre de son projet avec les migrants, la CNTS veut renforcer la collaboration syndicale avec les associations de migrants qui sont sur le terrain. Nous travaillons avec une coalition de plus de 25 organisations actives contre l'immigration clandestine des jeunes, qui comprend notamment le Collectif des rapatriés d'Espagne (CORAES), explique Malick Sy, formateur de la CNTS. "Malick nous associe à beaucoup de rencontres. Grâce à lui, nous avons par exemple rencontré des syndicalistes espagnols de CCOO", se réjouit Papa Guéyé.



Avec la crise en Espagne, la vulnérabilité des migrants est extrême.

Mohamed Haidour
CCOO-Espagne



Coopération syndicale Nord/Sud

Une place pour les syndicats dans la coopération bilatérale entre l'Espagne et le Sénégal.

"Nous travaillons essentiellement avec nos partenaires en Espagne, en France et en Italie. Avec la CFDT-France, nous avons conclu un accord de partenariat pour l'accompagnement et la prise en charge des migrants sur le sol français. Avec l'Espagne (CCOO et UGT), la coopération est particulièrement dynamique. Au départ, le gouvernement sénégalais ne nous avait pas du tout impliqués dans les accords de coopération bilatérale entre l'Espagne et le Sénégal, essentiellement orientés sur l'approche sécuritaire via notamment le programme européen FRONTEX (sécurité aux frontières). Ce sont les syndicats espagnols qui nous ont permis de nous insérer dans le processus", explique N'Dioug Wade (CNTS).

Un espace pour les syndicats

"Nous avons fait pression sur le gouvernement espagnol pour qu'il fasse à son tour pression sur les gouvernements partenaires des pays de départ/transit des migrants, afin que les syndicats soient insérés dans le processus. Aujourd'hui, les syndicats ont conquis un espace qui permet de promouvoir la protection des migrants", Mohamed Haidour (CCOO-Espagne). L'idée est de travailler en commun, au départ comme à l'arrivée, à la protection, l'éducation et l'organisation des migrant(e)s confrontés à des conditions très difficiles dans les pays de destination. "Des syndicalistes espagnols sont venus expliquer sur place l'explosion du chômage en Espagne avec la crise, nous avons pu réaliser un programme de sensibilisation dans toutes les régions", poursuit N'Dioug Wade. Les syndicats revendiquent plus

de transparence et de démocratie dans la sélection des candidat(e)s à l'émigration. Les problèmes majeurs au départ sont l'inadéquation entre le profil et l'emploi offert, la méconnaissance de la langue qui pose des problèmes d'insertion sociale et professionnelle, le manque d'information sur les conditions de travail, de salaires, de logement, de couverture médicale, les tracasseries administratives, qui suscitent des frustrations très fortes à l'arrivée. "Nous posons aussi la question de la politique d'aide à l'insertion au retour pour ces migrant(e)s qui ne disposent que de contrats temporaires dans le cadre de la politique de migration circulaire", ajoute N'Dioug Wade. Concrètement, dès leur arrivée à l'aéroport en Espagne, les travailleuses sénégalaises qui viennent prestre des contrats temporaires sont accueillies par des syndicalistes. Avec l'appui de CCOO-Andalousie, des syndicalistes de la CNTS ont pu aller visiter les fermes en Espagne et vérifier les conditions de vie et de travail des migrant(e)s dans les champs.

La crise fragilise les migrant(e)s

"La crise en Espagne touche de plein fouet les segments de la société les plus vulnérables, comme les migrants. Avec l'UGT, CCOO interpelle le gouvernement. Mais les instruments de protection sont faibles. Les migrants qui perdent leur travail se retrouvent sans protection sociale, et parfois étranglés par les crédits contractés. Le retour volontaire favorisé par les autorités est un échec. La demande des entreprises existe encore mais elle s'est contractée. La situation est très délicate et requiert une action syndicale internationale", conclut Mohamed Haidour.

"Lier protection des migrants et organisation de l'informel"

La prise en charge des migrants installés au Sénégal passe par l'organisation de l'informel.

"A Dakar, quand vous prenez l'autoroute le matin pour aller travailler, vous voyez des files au bord de la route de jeunes Guinéens qui vendent des fruits sur le bord de la route. Vous repassez le soir à 20h au même endroit, ils sont toujours là! Ce sont des laissés-pour-compte, personne ne s'en soucie", dénonce N'Dioug Wade (CNTS). Dans le cadre de la poursuite du soutien de la CSI au projet sur les migrants, la CNTS, comme la CGTM, veulent mettre l'accent sur la prise en charge des migrants installés dans leurs pays.

Mutuelles d'épargne et de crédit

"L'informel, tout le monde en parle, mais lancer une stratégie de syndicalisation à long terme, c'est un défi difficile. Souvent, il y a des problèmes de fidélisation et de manque de ressources humaines pour l'encadrement de ces travailleurs et travailleuses particulièrement vulnérables et précarisés", ajoute N'Dioug Wade. Dans le cadre de la coopération syndicale avec différents partenaires européens, la CNTS a commencé par axer son approche sur des sessions de sensibilisation et formation. Avec le soutien de la CGSLB (Belgique), les vélos taxis de la ville de Kaolack sont maintenant bien organisés.

"On veut aller plus loin, en offrant des services qui leur soient utiles. Avec le soutien de CCOO (Espagne), des mutuelles d'épargne et de crédit vont être installées dans toutes les régions du Sénégal, c'est une première syndicale. Ce réseau qui couvrira tout le pays reviendra à créer une nouvelle banque nationale. Il ne s'agit pas seulement de mettre en place des structures, on va aussi assurer les formations pour que ces structures puissent fonctionner", poursuit N'Dioug Wade.

Les jeunes et les femmes en première ligne

Le comité des femmes de la CNTS est très actif vers l'informel. Écailleuses de poisson et mareyeuses, domestiques, vendeuses de rues, travailleuses des gares routières, teinturières, lingères... 11.000 femmes de l'informel ont déjà adhéré.

"La syndicalisation de l'informel est un point clé pour la défense des droits des migrants établis au Sénégal. Les comités des femmes et des jeunes sont en première ligne pour cette campagne de syndicalisation de l'informel. C'est essentiel pour le futur du mouvement syndical".

Sénégal: Briser l'exploitation silencieuse des domestiques

Problèmes de salaires, de logement, de santé, de manque de respect... les travailleuses domestiques ont lancé leur syndicat à Dakar

Le 7 octobre dernier, journée internationale de mobilisation pour le travail décent, les travailleuses domestiques étaient à l'honneur à Dakar. "A partir de 16h, après notre travail, nous avons-nous-mêmes pris la parole pour témoigner de nos vie et conditions de travail", explique N'Diok, présidente du syndicat des femmes domestiques, intégré dans le syndicat des travailleuses domestiques et gens de maison.

Après un premier travail d'enquête sur le terrain pour se rendre compte des réalités et chercher comment aider à sensibiliser et instruire les domestiques, la CNTS a réellement commencé à les organiser en 2008, dans le cadre de sa campagne d'organisation des travailleuses de l'informel. "Les femmes ont posé le problème du coût trop élevé de la cotisation sociale. De 6.000 francs CFA, on l'a diminuée à 2.400/an pour leur montrer qu'on veut les aider à avoir cette

carte syndicale dont elles sont très fières. Avec l'adhésion des écailleuses et des domestiques, on est passé de 3.000 à 11.0000 cartes. C'est un travail gigantesque, on avance pas à pas... ", explique Fatou Bintou Yaffa, présidente du comité des femmes et secrétaire générale adjointe de la CNTS. "Certaines jeunes travailleuses domestiques sont bachelières, il faut les intégrer et mettre en valeur leurs capacités. A chaque séminaire de formation, on s'assure qu'il y a des représentantes de l'informel, et au moins une ou deux travailleuses domestiques, pour les former petit à petit. Il faut aussi s'adapter à leurs contraintes. Par exemple je les rencontre le dimanche, impossible pour elles de se libérer une autre journée au risque de perdre leur emploi", poursuit-elle.

Avec une minorité de migrantes venues de l'étranger, les travailleuses domestiques viennent en masse des campagnes les plus pauvres, à destination surtout des zones de Dakar, Thiès et M'Bour. "On a approché le syndicat des gens de maison affilié à la CNTS, qui rassemble tous les métiers de maison comme les chauffeurs ou les jardiniers, qui n'ont pas de sécurité sociale. Il y a aussi le syndicat des "Fatou" qui rassemble une centaine de femmes domestiques qui travaillent au service des expatriés et qui est intégré au sein du syndicat des forces armées françaises. Pour ces dernières, elles ont une sécurité sociale, mais elles ont un gros problème de précarité d'emploi avec la mobilité des expatriés", explique Fatou Bintou Yaffa. Au total, seulement 2% des travailleuses domestiques sont déclarées à la sécurité sociale. "On insiste pour qu'il s'agisse spécifiquement d'un syndicat de travailleuses domestiques, car ici au Sénégal seules les femmes font le travail domestique, les hommes font des autres travaux de maison nettement mieux payés (jardinage, gardiennage etc.). Leur gain est tellement faible qu'avec des loyers très chers et la nécessité d'envoyer de l'argent pour la famille au village, elles ne parviennent que très difficilement à survivre. C'est souvent à l'arrivée que c'est le plus dur. Quand on leur donne un endroit



Réunion du syndicat des travailleuses domestiques et gens de maison à Dakar → N.D.

où dormir dans la maison, c'est pour mieux les exploiter, avec aussi beaucoup d'abus sexuels. Il y a des viols, des femmes obligées de fuir enceintes. Les salaires varient entre 5.000 CFA/ mois (moins de 10 €) pour les plus jeunes qui s'occupent des enfants et 40.000CFA /mois pour celles plus expérimentées qui s'occupent de tout, la cuisine, le ménage, les enfants. "Les salaires sont beaucoup trop bas, décidés selon la tête de la bonne et l'humeur du patron. Le préavis légal pour une bonne, c'est huit jours. Tu peux avoir travaillé 5 ans comme bonne et te retrouver avec un préavis de 12.000 CFA!" dénonce Ousmane Biouf, secrétaire général du syndicat des gens de maison.

Combat législatif

"Si on prévient l'inspection du travail qu'un enfant travaille comme domestique, ils ne font rien, il n'y a pas d'outil juridique adéquat. Il faut crier fort pour que l'Etat nous entende et obtenir une convention sur les travailleuses domestiques et gens de maison, et fixer un barème salarial", réclame Aliou Thindoum, secrétaire général adjoint du syndicat des gens de maison. L'absence de justificatif pose problème devant les tribunaux. "L'avocat du patron dit que ce dernier ne connaît pas la bonne, c'est à elle de le prouver. Il faut une enquête qui peut durer deux ans. Souvent, la fille se décourage et est déjà ailleurs, et le dossier est nul. J'ai géré un dossier d'un ministre qui avait eu un problème avec une bonne et un gardien... le dossier a été débouté au tribunal sans justification. Avec les ambassades, les procédures sont très longues et compliquées avant de percevoir une indemnité de licenciement. Je le dis haut et fort parce que ma mère était bonne, ma femme et ma sœur le sont aussi, il n'y a aucune considération pour les bonnes au Sénégal, rien du tout ne change", accuse Ousmane Biouf.

La coutume cache des pratiques de trafic et travail forcé

"Les gens n'osent pas le dire, à cause des coutumes et

Changer les mentalités... aussi au sein des syndicats

"Les mentalités commencent à changer. Au sein des syndicats, après avoir défilé ensemble avec des femmes domestiques, les femmes du formel disent qu'elles ont compris, qu'elles vont changer leurs attitudes. En rentrant du défilé, l'une m'a dit "ma bonne ne dormira plus par terre dans la cuisine, je lui installe un matelas dans le salon...". Les hommes aussi disent à leurs femmes "maintenant ça suffit de traiter la bonne comme ça!". Il y a une réelle prise de conscience pour plus de respect.

Fatou Bintou Yaffa (CNTS-Sénégal)

-Voir l'interview intégrale de Fatou Bintou Yaffa (CNTS-Sénégal), "La formation, c'est un objectif prioritaire pour améliorer la situation des domestiques", à l'adresse <http://www.ituc-csi.org/gros-plans-sur-fatou-bintou-yaffa.html?lang=fr>



des mentalités. Il y a des femmes qui n'avouent jamais qu'elles ont été envoyées soit disant "en vacances" par la famille mais qu'elles se sont en réalité retrouvées à faire le travail domestique. Ça ne dit pas son nom, mais c'est du trafic. Travailler en échange d'un repas et juste d'un peu d'argent à envoyer à la famille au village. D'ailleurs, en ville, on entend souvent des femmes dire qu'elles vont aller au village chercher des nouvelles filles, qui n'ont souvent que 14 à 18 ans. Parce que quand elles sont mûres, elles acceptent moins facilement, elles préfèrent par exemple

être lingères pour avoir un peu plus de liberté même si c'est aussi très difficile", explique Fatou Bintou Yaffa.

Dans ce contexte, l'émigration en fait rêver plus d'une. "J'en connais qui sont parties au Maroc, au Liban, en France. Elles sont beaucoup mieux payées que nous et certaines reviennent deux mois chaque année", confirme N'Diok. Mais pour les nombreuses domestiques sénégalaises qui partent chercher du travail à l'étranger, le risque de tomber aux mains de trafiquants d'êtres humains est très sérieux (voir article Mauritanie p. 14)

"On n'a pas le choix... sinon tes vieux parents crèvent de faim"



N'Diok: Je suis venue travailler à Dakar à 25 ans, de la région de Fatick. Par ma cousine, j'ai trouvé un travail chez un Libanais. Après 3 ans, la patronne m'a dit "je ne veux plus voir les mêmes têtes, tu pars!". Elle a même menacé d'appeler la police. Je suis allée voir le syndicat, ils m'ont aidée pour

aller en justice et j'ai reçu 300.000 CFA d'indemnités. Grâce au syndicat, je connais mes droits, sinon elle me chassait sans motif, sans rien me donner du tout...

Les coups, c'est fréquent. On nous traite souvent de tous les noms. Mon patron, il ne me dit même pas bonjour. Dans ma chambre, on est cinq, mais certaines filles sont dix dans la même chambre. Elles restent parfois dormir chez l'employeur quand elle travaille et se relaie dans la chambre pour les congés...

Tu peux rester 5 à 6 mois sans retrouver un travail. Beaucoup de filles n'ont pas fait l'école et sont obligées de faire ce travail. On n'a pas le choix. Si tes parents sont vieux, des paysans sans rien, ils sont obligés d'envoyer les enfants travailler, sinon ils vont crever de faim. Moi, si j'ai d'autres nièces qui veulent venir, bien-sûr que je vais les accueillir dans ma chambre car arriver toute seule à Dakar c'est très difficile...

Quand ma nièce est malade, c'est moi et ma sœur qui est aussi domestique qui nous cotisons pour la soigner. On a besoin d'accès à une mutuelle de santé. Si tu es enceinte? Il n'y a pas de congé de maternité puisque la plupart des filles n'ont pas de contrat. Alors tu arrêtes de travailler. Soit tu trouves une petite fille qui va s'occuper de ton bébé pour 10.000 CFA. Soit tu retournes au village et après deux ans, si tu n'es pas mariée, tu laisses tes enfants à ta mère ou ta sœur au village et tu reviens travailler en ville...

Certaines arrivent à 14 ou 15 ans. Au début, on te dit

que c'est juste faire le baby-sitter pour porter le bébé, et puis petit à petit on doit apprendre tout le reste... C'est pourquoi on voudrait un centre pour la formation, surtout des plus jeunes. Bien formées, on pourrait espérer de meilleurs salaires. Je rêve d'apprendre la couture, ou l'hôtellerie. On a besoin d'aide pour ce centre!



Diouf: Je suis venue de mon village de la région de Thiès, seule à Dakar pour chercher du travail, c'était très difficile. Mon premier travail, je ne gagnais que 13.000 CFA par mois. Avec un loyer de 6.000 CFA et ce que je devais

donner aux parents au village, il ne me restait presque plus rien. La patronne n'était pas gentille du tout, je travaillais les sept jours de la semaine. Après neuf mois, je suis partie travailler pour une famille libanaise, qui me payait 30.000 CFA avec congé les dimanches et les jours fériés. Je devais tout faire, le ménage et le linge, de 7h jusqu'à 18h ou 19h. Mais j'ai été renvoyée après 4 ans parce que la patronne trouvait que son mari "m'aimait trop", même s'il ne m'avait jamais fait de problème. Après j'ai travaillé chez une Tunisienne. Elle est gentille mais elle est rentrée en Tunisie pour accoucher. Alors je suis sans travail depuis trois mois. Je me débrouille pour survivre en attendant qu'elle rentre pour retravailler chez elle...

Une amie m'a conduite au syndicat quand j'ai été renvoyé de la famille libanaise. Ils m'ont aidée à aller en justice et j'ai obtenu une indemnité de 300.000 CFA. Je participe aux réunions et je cotise 500 par mois pour la caisse du syndicat...

Nos revendications? D'abord le respect, l'augmentation salariale, le repos le dimanche et les jours fériés. Je voudrais aussi avoir une formation pour apprendre la couture.

Projet de centre de formation: Appel à soutien!

Le centre de formation pour travailleuses domestiques que veut lancer la CNTS à Dakar participerait aussi à lutter contre la traite et le trafic d'êtres humains.

"La formation, c'est la clé, le soubassement de toute action durable. Nous avons le projet pour 2010 de lancer deux centres de formation, à Dakar et à la sortie de Dakar dans une zone carrefour. Parfois il faut apprendre le b.a.-ba du métier. Certains employeurs se plaignent que les jeunes arrivent des campagnes sans rien connaître, que ça prend du temps de les former et puis qu'après elles revendiquent... Certaines ont très peur à l'idée que demander une augmentation de salaire puisse conduire leur patron à les renvoyer. L'objectif est de les aider à améliorer leurs qualifications (par exemple en cuisine, soins aux enfants et aux personnes âgées, ménage etc.). Elles pourront revendiquer plus facilement plus de respect et de meilleurs salaires. Elles sont bien conscientes qu'elles ont besoin de formation. Parfois pour apprendre des choses aussi simples que fermer les

portes, simplement parce que dans les villages il n'y a pas de porte aux maisons!" explique Fatou Bintou Yaffa. Le centre développerait aussi des activités complémentaires ouvertes au public (restauration, teinturerie, couture etc.) et rémunératrices. Une aide à l'accès au microcrédit permettrait le développement d'activités rémunératrices complémentaires.

"L'Unesco nous a fait une promesse pour l'équipement du bâtiment, une ONG néerlandaise pourrait aider à la construction. Mais on a encore besoin d'aide, notamment pour trouver un terrain. On voudrait aussi être en contact avec des centres semblables dans d'autres pays, échanger nos expériences, et lier notre action avec les questions des migrations et aussi de la lutte contre le travail forcé et le trafic. Les Sénégalaises vont travailler comme domestiques partout, en Mauritanie, au Mali, au Maroc, en Espagne, en France, au Liban... ce centre nous permettrait de les informer sur leurs droits et de les former avant leur départ", espère Fatou Bintou Yaffa.

Le centre pour les migrants de Nouakchott accueille les domestiques en difficulté

OIT: Une convention internationale pour les domestiques

Le mouvement syndical international fait campagne pour l'adoption par l'OIT d'une nouvelle Convention protégeant les travailleurs et travailleuses domestiques. Une revendication dont la CGTM-Mauritanie et la CNTS-Sénégal soulignent l'urgence nécessaire pour leur apporter la reconnaissance et la protection qui leur manquent cruellement.

Sensibilisation, formation, aide sociale et juridique... la CGTM lutte contre l'exploitation et le trafic organisé dont sont victimes les domestiques émigrées en Mauritanie.

En Guinée, c'est une amie qui lui avait proposé de venir travailler en Mauritanie, pour pouvoir aider son père malade. Mais une fois arrivée en Mauritanie sans papiers, cette amie intime l'a abandonnée entre les mains d'un trafiquant camerounais qui lui a infligé de nombreux sévices. Cette histoire dramatique, c'est celle que Binta Barry, jeune Guinéenne de 25 ans, a confié lors du séminaire syndical sur le travail forcé et la traite des personnes dans le cadre de la migration des femmes domestiques, organisé par la CGTM en septembre 2009 dans les locaux du centre pour les migrants de Nouakchott.

Vingt cinq femmes, originaires de huit pays différents, ont participé activement à ce séminaire, en présence également de plusieurs associations de migrants et du mouvement des femmes de la CGTM. "Nous avons écouté avec beaucoup d'émotion le témoignage de plusieurs jeunes filles gravement exploitées. Beaucoup de femmes migrantes se retrouvent à la merci des réseaux qui les ont pris en charge à leur arrivée et à qui elles doivent désormais rembourser de fortes sommes d'argent", explique Moulkheiry Sidiel Moustapha, vice-présidente du comité des femmes et présidente du comité de veille pour les migrations de la CGTM. "Ce comité est en charge d'établir un plan de travail et un partenariat avec les autres acteurs de la société civile actifs sur les questions de traite et de travail forcé des femmes domestiques" (1).

Une escale vers l'Europe?

Elles viennent du Sénégal, du Mali, de Guinée Conakry, de Guinée Bissau, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Niger, du Togo etc. Elles soutiennent leurs familles au pays par les envois d'argent gagné comme elles le peu-



Moulkheiry Sidiel Moustapha, vice-présidente du comité des femmes et présidente du comité de veille pour les migrations de la CGTM. → N.D.

vent en Mauritanie. Elles ont quitté leurs pays d'origine dans des conditions difficiles. La plupart sont arrivées par la route, après avoir souvent subi de lourdes tracasseries en traversant parfois plusieurs frontières... via des intermédiaires qui leur promettent un enrichissement facile en Mauritanie pour financer d'aller plus loin vers l'Europe. Mais très vite les problèmes surgissent avec ceux qui les emploient.

Paiements très faibles ou non-paiement, mauvais traitements, séquestrations, privation de nourriture et de soins médicaux, horaires de travail excessivement longs, harcèlements et viols par les patrons... les problèmes sont très nombreux. "Elles n'ont aucune visibilité, parce que d'une part elles sont étrangères, et d'autre part parce que leur lieu de travail est à l'abri des regards, sans reconnaissance légale, la plupart du temps sans statut et sans contrat. De plus en plus souvent, elles doivent loger sur place. Ca leur permet d'économiser le loyer d'une chambre, mais elles

Eradiquer le travail forcé et le trafic d'êtres humains

Au moins 12,3 millions de personnes travaillent au régime du travail forcé, tel qu'il est défini aux termes de la Convention 29 de l'Organisation internationale du travail. Les victimes subissent diverses formes de coercition psychologique et/ou physique et plus 2,4 millions d'entre elles sont également victimes de la traite des êtres humains. De par la vulnérabilité de leur condition, les migrant(e)s sont particulièrement visés par ces formes d'exploitation extrême.

Voir le guide l'action syndicale publié par la CSI: http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/guide_forced_labour_FR.pdf



n'ont pas de lieu correct pour dormir, souvent elles doivent se contenter d'un coin dans la cuisine, disponibles 24h/24. Même en pleine nuit, elles sont réveillées", dénonce Moulkheiry Sidiel Moustapha.

Derrière les grilles des ambassades

La CGTM a enregistré des témoignages de tabassage par certaines familles mauritaniennes lorsque ces travailleuses domestiques osent réclamer le paiement de leurs salaires en retard, ou refusent d'exécuter des tâches trop nombreuses non prévues dans le contrat oral. "Dans les ambassades, on a eu vent de situations vraiment inacceptables. Notamment deux cas de travail à double horaire pour un salaire très bas. Le contrat est signé entre l'intermédiaire et l'ambassade concernée, sans que la femme sénégalaise concernée ne soit impliquée dans ce contrat. Elle ne connaît pas le salaire réel que touche l'intermédiaire conformément au contrat, mais elle ne peut abandonner ce travail car elle doit faire vivre ses enfants restés au pays".

Pour la CGTM, la priorité est d'entrer en contact et de dialoguer avec ces femmes. Ouvert 24h/24, en plein centre ville, le centre pour les migrants de Nouakchott accueille femmes et hommes qui viennent avant tout demander de l'aide pour trouver un petit boulot, pour se nourrir. "Certaines se livrent facilement, d'autres mettent plus de temps. La dimension psychologique est très importante, certaines vivent dans une peur très forte vis-à-vis de l'employeur, il faut les aider à surmonter cette peur pour revendiquer leurs droits en portant leurs cas devant l'inspection du travail", ajoute Moulkheiry Sidiel Moustapha.

En contact avec les associations de migrant(e)s

Ces derniers mois, la CGTM a entamé un travail de sensibilisation avec les communautés originaires de Guinée, du Sénégal, du Mali, de Côte d'Ivoire, de Gambie, de Guinée

Bissau, du Burkina et du Togo, via les liens tissés avec les associations des ressortissant(e)s de ces pays établis en Mauritanie. "On leur a distribué des dépliants, avec une information simple sur les droits, les contacts etc. On organise aussi des rencontres sur les lieux de vie où se rassemblent les différentes communautés. On a créé un comité de pilotage avec les femmes représentant ces huit communautés. Ce sont elles nos relais avec le reste des groupes. On cible pour le moment Nouakchott et Nouadhibou, on voudrait aussi toucher Rosso, à la frontière du Sénégal".

Outre le travail d'information et de sensibilisation sur la législation et sur leurs droits, le centre des migrants de la CGTM voudrait ouvrir un bureau qui enregistre les patrons et les employés, pour briser le silence et l'impunité. "Le gros obstacle, c'est le silence, les autorités ne sont pas au courant. Il faut d'abord parvenir à recueillir l'information, après on peut poser le problème à l'inspection du travail et s'il le faut au tribunal du travail. Les expatriés qui exploitent les domestiques sont très sensibles à leur image, ils n'aiment pas du tout qu'on les traîne devant les tribunaux".

Vide juridique

Maillon vital dans la chaîne économique du pays, le travail des travailleuses domestiques, femmes et jeunes filles parfois très jeunes, n'est pas reconnu par le législateur, ce qui ouvre la porte à tous les abus. Couplés au manque de statistiques et au manque de volonté politique, ce vide juridique complique la protection des droits de ces travailleuses qui sont aussi désavantagées par leur manque de formation. Les conditions de travail doivent être régulées et contrôlées, avec sanctions civiles et pénales à la clé", conclut Moulkheiry Sidiel Moustapha.

-Voir l'interview intégrale de Moulkheiry Sidiel Moustapha (CGTM- Mauritanie), "Combattre le silence et l'impunité pour aider les domestiques migrantes", à l'adresse <http://www.ituc-csi.org/gros-plan-sur-moulkheiry-sidiel.html?lang=fr>

La CGTM a mené plusieurs actions de sensibilisation auprès des pêcheurs, des mareyeurs et des vendeuses de poissons, tous d'origine sénégalaise. Les activités d'organisation des travailleuses de l'informel menées par la CGTM sont aussi un vecteur important de sensibilisation au danger du trafic d'êtres humains et à l'exploitation des migrant(e)s dans les secteurs non protégés, notamment le travail domestique. → N.D.



Mieux protéger les migrant(e)s en revendiquant leurs droits fondamentaux

Contre les retombées de la crise et mettre l'emploi décent au cœur des stratégies articulant migrations et développement.

Lors du 3ème Forum mondial sur les migrations et le développement qui s'est tenu à Athènes en novembre 2009, le mouvement syndical international a insisté sur l'urgence d'aborder les phénomènes migratoires sous l'angle des droits des travailleurs et travailleuses migrants. "Avec plus de 200 millions de migrants de par le monde, dont près de la moitié de femmes, les migrations sont un facteur majeur et grandissant du monde du travail. Mais le rôle clé que joue les migrants dans l'économie mondiale ne leur vaut trop souvent qu'exploitation et discriminations", dénonce Guy Ryder, secrétaire général de la CSI.

"Dans le contexte actuel de pertes d'emploi massives, les travailleurs et travailleuses migrants, généralement confinés dans les secteurs les plus précaires et les moins protégés, sont les premiers à pâtir de la crise économique mondiale", poursuit-il. En Espagne par exemple, le taux de chômage des immigrés a doublé depuis fin 2007. Certains pays ont mis en place des politiques visant à encourager le retour au pays des immigrés au chômage. Mais ces programmes ont généralement peu d'effets car, la situation économique étant aussi très peu propice dans leur pays d'origine, les migrant(e)s préfèrent rester. Sans travail, beaucoup se retrouvent alors sans autorisation de séjour, ce qui accentue encore leur vulnérabilité.

Stratégie syndicale internationale

Aux yeux du mouvement syndical international, les contributions positives des travailleurs migrants aux économies de leur pays d'origine et de destination doivent être reconnues et cette reconnaissance doit se concrétiser par un traitement plus équitable. Dans le cadre du combat syndical global pour une mondialisation plus juste et plus humaine, articuler migrations et développement durable constitue une priorité fondamentale pour promouvoir le travail décent pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses, migrants compris. La mise en œuvre de l'agenda du travail décent de l'OIT dans les politiques de l'emploi des pays d'origine, de transit et de destinations des migrant(e)s est la pierre angulaire de ce combat.

Droits syndicaux et égalité

Dans le cadre des instruments de protection internationale de l'ONU et en particulier de l'OIT, les migrant(e)s doivent pouvoir exercer pleinement les droits à la liberté d'association et à l'organisation syndicale dont ils sont trop souvent privés. Ils doivent aussi bénéficier d'une protection sociale adéquate, ainsi que de procédures de recrutement plus éthiques.

Le Congrès fondateur de la CSI à Vienne en novembre 2006 a placé la question de la lutte contre les discriminations au rang de ses premières priorités d'action. Un accent particulier est mis sur la dimension de genre des actions à entreprendre. Les femmes travailleuses migrantes représentant une proportion importante, croissante, et particulièrement discriminée de la main-d'œuvre migrante. Elles constituent aussi la grande majorité des victimes de trafics

en tous genres.

En décembre 2006, la CSI a mis sur pied "un plan d'action" concret en vue de mieux organiser les migrants, de défendre et promouvoir leurs droits et d'améliorer leurs conditions de travail au sein du mouvement syndical en insistant notamment sur le cadre des négociations collectives, mais aussi en partenariat avec les ONG et autres acteurs de la société civile concernés.

Accords bilatéraux de partenariat

Dans le cadre du renforcement de la solidarité Sud/Sud, la CSI a lancé trois accords de partenariat entre des affiliées de différentes régions. Avec le soutien de LO-TCO Suède, ces trois projets pilotes concernent l'Indonésie (SPSI) et la Malaisie (MTUC), le Sénégal (CNTS) et la Mauritanie (CGTM), le Nicaragua (CST, CUS, CUSA) et le Costa Rica (CNTR). Des centres d'information et de soutien en faveur des travailleurs migrants ont été mis en place en Malaisie par la MTUC, en Mauritanie par la CGTM et au Costa Rica par la CTRN. D'autres affiliés prennent des initiatives en ce sens, à l'exemple de la CGT Colombienne.

Des fédérations syndicales internationales comme l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois et l'Internationale des services publics ont des accords de partenariats similaires. Dans de nombreux syndicats, surtout en Europe et en Amérique du Nord, des projets implantés de longue date et des campagnes de mobilisation visent à assurer la pleine intégration des travailleurs migrants et de leurs familles.

Une convention de l'OIT pour les domestiques

La protection des travailleurs et travailleuses migrants sera un des thèmes phares du prochain Congrès de la CSI qui se tiendra à Vancouver (Canada) du 21 au 25 juin 2010. D'ici là, le mouvement syndical international, tout comme de nombreux affiliés nationaux dans différentes régions du monde, mène campagne avec vigueur pour l'adoption par l'OIT d'une nouvelle convention internationale couvrant spécifiquement les droits des travailleurs et travailleuses domestiques.



Pour plus d'information sur le projet d'aide aux migrants au Costa Rica, soutenu par la CSI, voir le dossier de reportage "Costa Rica: aider les migrants à s'organiser", à l'adresse <http://www.ituc-csi.org/vision-syndicale-costa-rica-aider.html>

Editeur responsable:
Guy Ryder, Secrétaire général

CSI

5 Blvd du Roi Albert II, Bte 1, 1210-Bruxelles, Belgique
Tel: +32 2 2240211, Fax: +32 2 201 5815
E-Mail: press@ituc-csi.org • Site Web: <http://www.ituc-csi.org>
Reportage et rédaction: Natacha David,
Photos: Natacha David, Dominique David et Reuters
Rédactrice en Chef: Natacha David
Mise en page: Vicente Cepedal



-Voir l'interview de G. Rajasekaran (MTUC) pour plus d'information sur le projet syndical d'aide aux migrants en Malaisie, soutenu par la CSI: <http://www.ituc-csi.org/gros-plan-sur-g-rajasekaran.html>